



PROCES VERBAL DE LA REUNION **DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU MARDI 25 OCTOBRE 2016**

CONVOCATION

Le **14 octobre 2016**, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le **mardi 25 octobre 2016 à 18 h 30** en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

-Approbation du PV de la réunion du 14 septembre 2016

1- Urbanisme

Présentation du P.A.D.D. de principe par le bureau d'études BEGEAT

2 - Finances

- 2-1- Décisions modificatives (budget communal et budget du service public de l'Assainissement)
- 2-2- Marchés SIVAAD 2017/2018 pour les achats alimentaires
- 2-3- Participation communale au séjour à SEYNE LES ALPES de 3 classes élémentaires
- 2-4- Modification du tarif de la garderie (matin)

3 - Personnel communal

- 3-1- Création d'un emploi permanent à temps complet d'Agent de Maîtrise
- 3-2- Création d'un emploi permanent à temps complet de Rédacteur Principal 1^{ère} classe
- 3-3- Instauration de la participation « employeur » à la complémentaire santé et prévoyance et fixation des montants

4 - Administration générale

- 4-1 - SPL « ID 83 » - Rapport d'activités 2015
- 4-2 - Démission de M. Renaud GAULET des commissions d'urbanisme, des affaires scolaires-Enfance-Jeunesse, des subventions aux associations et du Personnel Communal (se maintient dans la commission des Finances)

5 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal

6 - Question écrite de M. GAULET Renaud intitulée « Une commune sans migrant »

7 - Questions orales

PROCES-VERBAL

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le mardi 25 octobre 2016, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

A l'ouverture de la séance le Conseil Municipal était ainsi composé :

Présents : MM. SAULNIER Bernard - TURINELLI Jacqueline - CULINATI Jean - INGRASSIA Patricia - GIRAUD Xavier - BREBAN Julie - GAUTIER Rémi - PASQUET Annette - DEBAQUE Christian - LANGE Gaby - NAL André - VERDON Pierre - MIONET Marie-Thérèse - RIHAL Pascale - BOSSUGE Brigitte - CEMBRANI Romain - COLLAIN Olivier - COEURDEUIL Yves - PAZ Aymeric - FOURNEL Gilles - DONADEY Sylviane - KINET Jean-Luc.

Absents excusés : Mmes. REES Pénélope - GAQUIERE Ingrid (procuration à Jacqueline TURINELLI) - MUNIER Denise (procuration à Olivier COLLAIN) - BOULE AMPHOUX Isabelle - M. GAULET Renaud.

soit 22 présents et 5 absents excusés dont 2 ayant donné pouvoir, soit 24 votants.

A noter que M. KINET s'est absenté durant les délibérations concernant l'une la participation au séjour au ski de l'école élémentaire et l'autre le tarif de la garderie.

A noter aussi que M. GAUTIER a quitté la réunion à partir de la délibération concernant les participations à la complémentaire santé et prévoyance des agents communaux. Il a donné pouvoir à M. Bernard SAULNIER, Maire.

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité Mme Patricia INGRASSIA, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance, assistée de Mme Danielle FRIKMAN, Directrice Générale des Services.

Approbation du PV de la réunion du 14 septembre 2016

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 14 septembre 2016.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 14 septembre 2016,

A l'unanimité moins une abstention : M. PAZ car absent à ladite réunion,

APPROUVE ce document.

1. Urbanisme

Présentation du P.A.D.D. de principe par le bureau d'études BEGEAT

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal les orientations générales du P.A.D.D. de principe organisé comme suit :

Orientation générale n° 1 : réalisation d'un projet durable pour les Valois (orientations générales d'aménagement, d'équipement et d'urbanisme)

- Transports et déplacements : une requalification de la déviation et un développement des connexions et des possibilités de stationnement, un enjeu majeur de la planification du VAL.
- le projet d'aménagement du VAL : redéfinition de l'enveloppe urbaine
- Orientations relatives à l'habitat
- Orientations relatives à l'habitat

Orientation générale n° 2 : développement d'un projet économique et réalisation d'un projet touristique lié au cadre de vie, au terroir et aux activités de nature

- Orientations relatives au développement économique du VAL
- Orientations relatives au développement de l'agriculture : le terroir agricole, pilier de l'économie valoise
- Orientations relatives au développement touristique du VAL : pour un développement diversifié et de qualité.

Orientation générale n° 3 : réalisation d'un projet environnemental cohérent avec l'histoire de la commune et ses projets de développement, alliant protection des personnes, préservation du cadre de vie et maintien des continuités écologiques fonctionnelles

- Protéger les personnes et les biens et permettre les aménagements nécessaires à la gestion des risques naturels
- Identifier et préserver les paysages et le patrimoine, en tant que symboles de l'histoire du territoire et de sa richesse
- Préserver et valoriser les ressources naturelles du territoire
- Identifier et favoriser le maintien des continuités écologiques fonctionnelles, cohérentes avec le projet de développement communal, et garant de la prise en compte des continuités écologiques à plus grandes échelles (intercommunale, régionale).

Après avoir présenté le P.A.D.D. de principe, le débat s'est déroulé. L'essentiel des discussions a porté sur les questions suivantes :

- Question relative au devenir des espaces localisés à l'intérieur de la RD 554:

Le cabinet BEGEAT précise que des OAP (orientations d'aménagement et de programmation) sont en cours d'élaboration sur ces espaces; elles permettront d'avoir une vision globale de ces zones et seront proposées ultérieurement. Ces OAP prendront en compte les dispositions réglementaires en vigueur ainsi que le projet politique communal.

- Question relative aux délais de réalisation du Plan Local d'Urbanisme (PLU):

La commune souhaite éviter le passage au règlement national d'urbanisme (RNU) qui s'impose aux communes lorsque son Plan d'Occupation des Sols (POS) devient caduc et que son nouveau document d'urbanisme (PLU) n'est pas encore en vigueur. Un arrêt du document d'urbanisme est prévu dans le courant du mois de mars 2017. Cet arrêt nécessitera que le débat sur le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) de la commune ait lieu courant janvier 2017, soit trois mois avant l'arrêt du document de PLU (notons que le projet de loi Egalité et Citoyenneté, en cours de discussion, pourrait modifier ces délais).

M. LANGE : « Si le PLU n'est pas terminé dans les temps, la Commune revient-elle bien au R.N.U. (Règlement National d'Urbanisme) ? »

BEGEAT : « Effectivement si le planning n'est pas respecté pour une approbation du PLU en décembre 2017, avec un arrêt du PLU en juin 2017 (panel de délai incompressible de 6 mois entre les deux), pendant un certain temps il y aura carence et le R.N.U. sera appliqué. L'Etat définira l'enveloppe urbaine arbitrairement et aucun permis ne pourra être délivré sur les terrains situés à l'extérieur de cette zone. »

M. LANGE : « Les autorisations d'urbanisme seront délivrées alors par qui ? Le Maire ne signera plus les permis ? »

BEGEAT : « Les autorisations d'urbanisme seront alors délivrées par les Services Préfectoraux. »

M. LANGE : « Cette procédure sera plus restrictive, ce sera donc un demi-mal ! »

BEGEAT : « Cette procédure sera temporaire. »

Mme INGRASSIA : « Protocolairement, que se passe-t-il entre mars et décembre 2017 ? »

BEGEAT : Le règlement du POS s'applique puisqu'il est prolongé jusqu'en décembre 2017. »

M. KINET : « Est-ce que le délai de fin janvier 2017 pour le débat sur le PADD pourra être respecté ? Le COPIL aura-t-il approuvé le zonage ; les OAP seront-elles définies le long de la voie de contournement ? Se sera-t-il prononcé sur le maintien du boulevard urbain le long de la déviation ? Le COPIL a encore beaucoup de travail à réaliser. Des réunions doivent d'ores et déjà être programmées. Ces 6 derniers mois, il y en a eu peu. Il faut absolument densifier le rythme de ces réunions. »

M. SAULNIER : « Le COPIL a fait part à BEGEAT de ses réflexions sur l'aménagement du territoire communal. Il faut lui laisser le temps de les transcrire dans le zonage et le règlement du PLU. Maintenant on peut aborder un travail de détails. »

BEGEAT : « Un deuxième débat est prévu au plus tard fin janvier 2017. Les OAP seront prêtes. Des réunions de travail avec le Conseil Départemental se seront tenues notamment à propos de la déviation. Il faut acter avec le Département avant d'en discuter avec le COPIL. L'une des questions qui sera posée est la suivante : « est-il cohérent d'envisager de l'habitat à l'intérieur de la déviation ? Quelle population va se loger là avec l'importante nuisance sonore de la circulation ? ». On pourra alors faire remarquer que de l'autre côté de la déviation, des lotissements vivent très bien et que des reculs pourront être imposés (30 mètres par exemple) que la déviation pourra être végétalisée, que la concentration de l'urbanisation est demandée par la loi qui demande à ne pas étaler ailleurs, à ne pas urbaniser de nouvelles zones. »

M. SAULNIER : « Les OPA seront étudiées à partir de maintenant (avec espaces verts, parkings, etc....). Les réunions à venir seront très importantes. »

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 151-5 et suivants,

Considérant la réunion de concertation publique tenue le 14 janvier 2016 sur l'état des lieux et les premiers enjeux du diagnostic communal,

Considérant la réunion des Personnes Publiques Associées (P.P.A.) tenue le 14 janvier 2016 sur l'état des lieux et les premiers enjeux du diagnostic communal,

Considérant le projet de P.A.D.D. de principe réalisé suite aux ateliers de travail du Comité de Pilotage en charge de l'élaboration du P.L.U. (COPIL),

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire sur les orientations générales du PADD de principe,

Après avoir débattu sur les orientations générales du PADD de principe conformément à l'article L 153-12 du Code de l'Urbanisme,

Après clôture des débats par Monsieur le Maire,

PREND ACTE des échanges lors du débat sans vote sur les orientations générales du PADD de principe,

DIT que :

- La tenue de ce débat est formalisée par la présente délibération,
- La présente délibération sera transmise à M. le Préfet et fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois,
- Les orientations générales du PADD de principe feront l'objet de réflexions plus approfondies sur la base de ce débat et seront de nouveau débattues lors d'une prochaine réunion du Conseil Municipal.

2 - Finances

2.1 - Décisions modificatives (budget communal et budget du service public de l'assainissement)

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances.

Mme BREBAN indique au Conseil Municipal que l'habillage des dernières cases en béton (26) du columbarium communal doit être entrepris. Une consultation a été lancée dans ce sens. Les Pompes Funèbres PIANETTI ont été retenues pour un montant de 7.800 € TTC.

Aucun crédit n'ayant été prévu lors du vote du budget communal 2016 sur l'imputation budgétaire concernée, Mme BREBAN propose le virement de crédit suivant :

020-2188-307 - Acquisition matériel divers.....- 7.800 €
026-2181-412 - Aménagements divers au cimetière.....+ 7.800 €

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances,
Après en avoir délibéré,

APPROUVE à l'unanimité la décision modificative n° 4 du budget communal 2016.

Mme BREBAN indique au Conseil Municipal que l'imputation budgétaire relative aux frais d'études et d'honoraires n'a pas été suffisamment créditée lors du vote du budget du service public de l'assainissement.

Elle propose de procéder au virement de crédits suivant :

678 - Charges exceptionnelles..... - 1.200 €
6226 - Honoraires..... + 1.200 €

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances,
Après en avoir délibéré,

APPROUVE à l'unanimité la décision modificative n° 2 du budget du service public de l'assainissement collectif.

2-2- Marchés SIVAAD 2017/2018 pour les achats alimentaires

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que par délibération du 10 avril 2008 la Commune a adhéré à la convention constitutive du Groupement de Commandes des Collectivités Territoriales du Var. Ensuite, par délibération du 17 mai 2016, la Commune a adhéré au SIVAAD (Syndicat Intercommunal Varois d'Aide aux Achats Divers).

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué au SIVAAD.

M. DEBAQUE indique que le groupement d'achats a lancé les appels d'offres pour 2017 (renouvelables pour 2018) pour la fourniture des denrées alimentaires pour les cantines municipales. La Commission d'Appel d'Offres du groupement, au sein de laquelle Mesdames Brigitte BOSSUGE, Ingrid GAQUIERE, M. Jean-Luc KINET, Conseillers Municipaux, et lui-même représentent la Commune du VAL, a mené à bien la procédure et a transmis toutes les pièces du dossier en Mairie pour approbation et signature des actes d'engagement.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir l'autoriser à signer ces documents contractuels.

Mme PASQUET : « Nous avons constaté que des commandes sont passées par la cantine pour la référence AC 24 « Plats cuisinés surgelés ». Pour quelles raisons procède-t-on à ces achats ? A priori seules les matières premières destinées à être cuisinées doivent être acquises. Déjà l'an dernier nous avons remarqué ces factures. »

M. SAULNIER : « Nous n'avons pas l'obligation d'acheter des produits pour ce lot. Ce n'est qu'une prévision. »

M. DEBAQUE : « Je rappelle que le SIVAAD peut mettre à notre disposition une diététicienne agréée pour nous aider à l'élaboration des menus. »

Mme PASQUET : « Nous menons déjà un travail pédagogique avec les enfants et une diététicienne pour composer les menus car actuellement et depuis des années ceux-ci sont très déséquilibrés. »

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint, et avoir pris connaissance des pièces du marché,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins deux abstentions Mmes BREBAN et PASQUET qui souhaitent prioriser l'appel à des producteurs et fournisseurs locaux ou régionaux (circuit court),

ACCEPTE que soient retenus les fournisseurs de denrées alimentaires dont la liste est annexée à la présente délibération avec indication du montant annuel minimum TTC.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes les pièces du marché découlant de l'appel d'offres lancé par le Groupement de Commandes des Collectivités Territoriales pour l'année 2017 (renouvelable en 2018).

M. KINET quitte la salle

2-3- Participation communale au séjour à SEYNE LES ALPES de 3 classes élémentaires

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée « Enfance-Jeunesse-Affaires scolaires », qui informe le Conseil Municipal du souhait de trois enseignants de l'Ecole Elémentaire du Val (1 CP - 1 CP/CE1 et 1 CE1) de faire participer leurs élèves à des classes transplantées à SEYNE LES ALPES du au 2017 pour un coût de 200 € par enfant tout frais compris (transport, hébergement, restauration et activités). Ce séjour de 3 jours concernera 72 élèves.

Il est demandé par Madame la Directrice de l'Ecole Elémentaire une participation financière de la Commune. Elle précise que les familles verseront une participation ainsi que l'O.C.C.E. de l'école.

Mme PASQUET rappelle qu'en 2016 un séjour intitulé « Au fil de l'Histoire » avait bénéficié d'une participation communale à hauteur de 65 € par enfant (pour 48 élèves soit une aide de 3.120 €). Elle propose que le montant de l'aide pour le séjour de 2017 soit maintenu à 65 € par enfant sachant que cette participation serait alors d'un total de 4.680 €.

Mme PASQUET informe l'assemblée que des ventes de gâteaux confectionnés par les parents d'élèves seront organisées pour aider au financement de cette sortie. Elle ajoute que la caisse de l'O.C.C.E. sera également sollicitée.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Annette PASQUET, Adjointe déléguée « Enfance-Jeunesse-Affaires scolaires »

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE de participer financièrement aux classes transplantées à SEYNE LES ALPES en 2017 pour les élèves de trois classes de l'Ecole Elémentaire du Val à hauteur de 4.680 €,

PRECISE que cette subvention sera versée directement au compte de l'O.C.C.E. de l'Ecole Elémentaire du VAL,

INDIQUE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2017 (chapitre 65).

2-4- Modification du tarif de la garderie (matin)

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée « Enfance-Jeunesse-Affaires Scolaires », qui rappelle au Conseil Municipal que par délibération du 13 mai 2015, les tarifs des prestations scolaires et extra scolaires ont été arrêtés, dont celui de la garderie. Les tarifs « garderie » ont été maintenus par délibération du 8 mars 2016.

Mme PASQUET résume la situation :

L'indication "tout heure commencée est due" inscrite initialement dans le tarif de la garderie doit être supprimée pour le matin. Actuellement les tarifs sont les suivants :

Garderie du matin :

Tarif 1 : 1h = 1€ >> 1h20 = 2€

Tarif 2 : 1h = 1,25€ >> 1h20 = 2,50€

Tarif 3 : 1h = 1,50€ >> 1h20 = 3€

En comparaison :

Le soir pour un tarif 3, il est de 3€ pour 2h (de 16h30 à 18h30) goûter compris.

Le tarif du matin s'avère donc disproportionné et il serait souhaitable de le modifier comme suit :

Garderie du matin :

Tarif 1 : 1€ de l'heure et 1,30€ pour 1h20

Tarif 2 : 1,25€ de l'heure et 1,60€ pour 1h20

Tarif 3 : 1,50€ de l'heure et 2,00€ pour 1h20

Pour la garderie du soir pas de changement car le goûter est fourni.

Mme PASQUET informe l'assemblée qu'une nette amélioration a été apportée à la confection des goûters suite à l'intervention de la commission des Affaires Scolaires-Enfance-Jeunesse auprès du Responsable de la Cantine Scolaire. Les biscuits et pâtes de fruits ont été remplacés par du pain avec de la confiture ou du chocolat ainsi qu'un laitage. Les goûters sont variés et rassasants.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Annette PASQUET, Adjointe déléguée « Enfance-Jeunesse-Affaires scolaires »

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE de supprimer la mention « tout heure commencée est due » du tarif de la garderie,

APPROUVE les nouveaux tarifs proposés par Mme PASQUET pour la garderie du matin,

INDIQUE que ces tarifs seront applicables dès la rentrée des vacances de Toussaint 2016.



3 - Personnel communal

3-1. La création d'un emploi permanent à temps complet d'Agent de Maintenance

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que dans le cadre de la politique municipale visant à veiller au bon déroulement des carrières du personnel communal, il est souhaitable que les agents qui réussissent des examens ou des concours puissent être nommés sur le grade accessible, ceci dans le respect des besoins des services et des crédits budgétaires.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission Communale chargée du Personnel Communal.

M. DEBAQUE propose à l'assemblée délibérante la création d'un poste d'Agent de Maîtrise pour y nommer un agent des Services Techniques, actuellement au grade d'Adjoint Technique de 2^{ème} classe, qui a réussi l'examen et qui est inscrit sur la liste d'aptitude établie par le CDG 83. Cet emploi permanent et à temps complet sera créé à compter du 15 novembre 2016.

Il précise que la Commission Communale du Personnel, réunie le 24 octobre 2016, a émis un avis favorable unanime à cette promotion interne.

M. GIRAUD : « Quels sont les éléments nouveaux depuis la dernière réunion du Conseil Municipal où le dossier a été renvoyé à ce soir pour plus d'informations ? La fiche de poste a-t-elle été établie ? »

M. DEBAQUE : « Effectivement et je vous la lis. »

M. GIRAUD : « Des précisions sur les objectifs principaux auraient été intéressants à indiquer. »

M. LANGE : « Quel grade aura l'agent promu par rapport à l'agent des services techniques ayant la plus grande ancienneté ? »

M. DEBAQUE : « Je vous rappelle que le grade ne fait pas la fonction dans la Fonction Publique. »

M. LANGE : « D'accord mais où sera situé l'agent promu dans la pyramide des ST ? Sera-t-il le remplaçant de la DST quand elle sera absente ? »

M. DEBAQUE : « L'agent promu et l'agent le plus ancien dans les ST auront une fonction équivalente. »

M. LANGE : « Donc l'agent promu sera le n° 2 des Services Techniques ? »

M. GIRAUD : « Aurions-nous loupé un épisode ? L'agent ayant la plus grande ancienneté a-t-il maintenant accepté d'être nommé Agent de Maîtrise ? »

M. DEBAQUE : « Il a refusé de remplacer la DST en cas d'absence mais il accepte le grade d'Agent de Maîtrise. »

M. GIRAUD : « Ce n'est pas indiqué dans la fiche de poste et cela aurait dû l'être car justifiant tout à fait la promotion. »

M. LANGE : « Compte-tenu de ces réponses, je fais entière confiance en la Commission du Personnel mais je rejoins un peu M. GIRAUD dans son raisonnement. »

Mme INGRASSIA : « Nous créons ce soir un nouvel emploi permanent pour permettre la nomination d'un Adjoint Technique au grade d'Agent de Maîtrise. Le poste d'Adjoint Technique devient donc vacant. Nous créons un nouveau poste uniquement pour permettre l'évolution de carrière d'un agent. Il s'agit donc d'une transformation d'emploi et pas vraiment d'une création d'un nouveau poste supplémentaire comme cela pourrait être compris. »

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Christian DEBAQUE, Adjoint,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE la proposition de Monsieur le Maire quant à créer un emploi d'Agent de Maîtrise Territorial permanent à temps complet à compter du 15 novembre 2016, et de supprimer à la même date un emploi d'Adjoint Technique de 2^{ème} classe,

INDIQUE que l'échelonnement indiciaire et la durée de carrière de l'agent nommé sur cet emploi seront fixés conformément à la réglementation en vigueur

CHARGE Monsieur le Maire de nommer l'agent en question dans les conditions réglementairement fixées

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Commune (chapitre 012)

3-2- Création d'un emploi permanent à temps complet de Rédacteur Principal 1^{ère} classe

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, dans le cadre de la politique municipale visant à veiller au bon déroulement des carrières du personnel communal, il est souhaitable que les agents qui réunissent les conditions d'ancienneté dans leur grade et qui donnent satisfaction dans leur manière d'accomplir leurs missions, puissent bénéficier d'un avancement, ceci dans le respect des besoins des services et des crédits budgétaires.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission Communale chargée du Personnel Communal.

M. DEBAQUE propose à l'assemblée délibérante la création d'un poste de Rédacteur Principal de 1^{ère} classe pour y nommer le Responsable du Service « Urbanisme » de la Commune, actuellement au grade de Rédacteur Principal de 2^{ème} classe, qui remplit toutes les conditions d'ancienneté et d'échelon prévues par les textes (avancement de grade).

Cet emploi permanent et à temps complet sera créé à compter du 15 novembre 2016. A cette même date, l'emploi de Rédacteur Principal de 2^{ème} classe sera supprimé.

Il précise que le Centre de Gestion de la FPT a émis un avis favorable le 26 septembre 2016 sur cet avancement et que la Commission Communale du Personnel, réunie le 24 octobre 2016, a également émis un avis favorable unanime.

M. COEURDEUIL : « Nous devons donc ce soir prendre une délibération d'avancement de grade basé sur un suivi administratif. Cette décision aura une implication financière. Vous nous dites que l'agent donne satisfaction dans sa mission. Une fiche de poste a-t-elle été établie pour vérifier si la mission est correctement accomplie ? On a pu constater, et plusieurs personnes l'ont fait (professionnels tels que géomètres, architectes, constructeurs, agents immobiliers ou particuliers), que des « extensions » de fonctions sont réalisées par l'agent et peuvent être considérées comme abusives. Les pétitionnaires ne savent plus à quel saint se vouer. La Commune du VAL est en rouge clignotant chez les représentants de l'administration et du Département. On constate que nombre de particuliers qui ont à traiter des dossiers d'urbanisme avec l'agent concerné finissent, pour la plupart des cas, au Tribunal. Et je trouve cela très grave. »

M. SAULNIER : « Je tiens à signaler que plusieurs cas de réclamations se sont présentés :
- suite à une contestation d'un Notaire, et à la réponse de la Commune via un mémoire en défense du service « Urbanisme » et de l'Avocat Conseil de la Commune, la Chambre des Notaires a annulé la réclamation infondée.

- un dossier a été rejeté par le service « Urbanisme » car les documents étaient falsifiés.
- des pièces complémentaires ont été réclamées à des géomètres pour compléter leur dossier
- les administrés avec lesquels la Commune a un contentieux sont en petit nombre. Ce sont des cas vraiment particuliers.

Il faut ramener les échos à leur juste valeur et faire remonter les erreurs pour essayer de régler les problèmes. »

M. COEURDEUIL : « Tant que je n'ai pas de preuve, je ne me fie pas aux échos, mais à titre personnel j'ai été confronté à des interprétations fantaisistes et abusives des textes d'urbanisme. Quand les demandes d'autorisations d'urbanisme émanent d'un professionnel, il peut argumenter pour faire valoir ses droits. Mais quand il s'agit d'un administré qui ne connaît pas ses droits, il s'en réfère à ce que le Responsable du service lui indique. Et on constate des dérapages. Qu'indique la fiche de poste de cet agent ? Quelles sont l'étendue et la limite des missions confiées à l'agent en question. Il semblerait qu'il y ait des dérapages parfois. »

M. FOURNEL : « Effectivement des Notaires et Géomètres rencontrent des problèmes avec le service d'Urbanisme communal. Moi-même j'ai dû attendre un an avant d'obtenir satisfaction pour une simple déclaration préalable. Le dossier était toujours considéré comme incomplet. »

M. SAULNIER : « N'entrons pas dans des cas personnels. Je souhaite rester impartial et écouter tout le monde. Certains dossiers sont difficiles. La DDTM a reconnu l'agent en question comme tout à fait compétent. »

Mme INGRASSIA : « Je trouve très gênant que soit remis en question publiquement le professionnalisme de certains agents municipaux. Ce type de remarques doit être traité en commission. »

M. COLLAINE : « Personnellement, en tant que professionnel, je n'ai jamais rencontré de problème avec cet agent qui a toujours été de bons conseils, très professionnel. Souvent les administrés lisent des informations sur internet ou écoutent les uns et les autres et se font de fausses idées. Il faut savoir aussi que dans d'autres communes les services d'urbanisme ne sont pas très performant et diffusent également des informations erronées. Des échos disent que notre agent est « carré » ce qui n'a pas toujours été le cas de ce service. »

Mme BREBAN : « Il faut adhérer à des groupements. On a refusé d'adhérer au service de l'urbanisme de la Communauté de Communes tout comme Tourves et Brignoles. Mais il faut penser à limiter les dépenses communales pour ce type d'actions qui peut être mutualisé. »

M. LANGE : « La mutualisation n'a pas été soumise au Conseil Municipal. »

Mme BREBAN : « Le Conseil Municipal a délibéré en 2015 mais il n'avait aucune idée du coût de cette mutualisation et de sa comparaison avec nos dépenses de personnel pour ce service. »

M. SAULNIER : « Le Service « Urbanisme » de la Communauté de Communes ne traite pas tous les types de dossier. Quand on fait le calcul du coût total de ce transfert de compétences, on constate que le service communal est moins onéreux. De plus, le service de la CCCP ne se déplace pas sur site ce qui pose problèmes aux Maires. On en revient un peu au système de l'époque quand la DDE instruisait les dossiers avec tous les inconvénients constatés. Il se pourrait que dans le cadre de la communauté d'agglomération le fonctionnement du service revête une nouvelle formule. Pour l'instant nous sommes gagnants au niveau des honoraires. »

M. KINET : « Le délai d'attente d'un an pour la délivrance de la déclaration préalable de M. FOURNEL ne doit pas être mise sur le dos des agents car le dossier n'était pas conforme ce qui a entraîné du retard dans son instruction (des pièces complémentaires devant être fournies) et dans la délivrance de la décision. »

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Christian DEBAQUE, Adjoint,

Après en avoir délibéré,

A la majorité (5 abstentions : MM. FOURNEL - VERDON - COEURDEUIL / et Mmes PASQUET et BREBAN) - Mme BREBAN s'abstient car favorable à la mutualisation du service « urbanisme » communal avec la Communauté de Communes ou d'agglomération,

APPROUVE la proposition de Monsieur le Maire quant à créer un emploi de Rédacteur Territorial de 1^{ère} classe permanent à temps complet à compter du 15 novembre 2016 et de supprimer à la même date l'emploi de Rédacteur Principal de 2^{ème} classe,

INDIQUE que l'échelonnement indiciaire et la durée de carrière de l'agent nommé sur cet emploi seront fixés conformément à la réglementation en vigueur

CHARGE Monsieur le Maire de nommer l'agent en question dans les conditions réglementairement fixées

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Commune (chapitre 012)

M. GAUTIER quitte la salle et donne son pouvoir à M. le Maire.

3-3- Instauration de la participation « employeur » à la complémentaire santé et prévoyance et fixation des montants

1°) Participations « employeur »

M. le Maire rappelle que la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (art. 88-2) ouvre la possibilité aux employeurs publics (Etat, Collectivités locales, Hôpitaux...) de participer financièrement aux garanties de protection sociale souscrites par leurs agents en matière de santé et/ou de prévoyance.

Les modalités de mise en œuvre de cette participation étaient renvoyées à la publication d'un décret d'application ; le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents détaille les possibilités ouvertes aux employeurs territoriaux.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission Communale du Personnel, qui explique que le bénéfice de la participation d'un employeur territorial est réservé aux seuls contrats et règlements qui garantissent la solidarité intergénérationnelle entre les agents souscripteurs.

A ce titre, les collectivités peuvent pour chacun des risques concernés :

- Soit aider les agents qui auront souscrit un contrat ou adhéré à un règlement qui aura été préalablement labellisé.
Les contrats ou règlements qui se sont vus délivrer un label figurent sur une liste publiée depuis le 31 août 2012 sur le site Internet de la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL).
- Soit engager une procédure de mise en concurrence à l'issue de laquelle une convention de participation sera conclue avec un seul opérateur.

M. le Maire rappelle que la participation versée par l'employeur est assujettie :

- à la Contribution Sociale Généralisée (CSG), à la Contribution de Remboursement de la Dette Sociale (CRDS), au RAFP pour les fonctionnaires CNRACL,
- à l'impôt sur le revenu de l'agent bénéficiaire.

M. le Maire propose d'adopter le principe d'une participation de la collectivité au financement des garanties de protection sociale complémentaire selon les modalités décrites ci-dessous. Le Comité Technique a émis un avis favorable aux démarches de labellisation en matière de santé et de prévoyance lors de sa séance du 12 octobre 2016.

Il appartient à l'organe délibérant de se prononcer sur les points suivants :

- Mise en place d'une participation et sélection du ou des risque(s) concerné(s)
- Procédure de sélection des contrats ou règlements bénéficiant de la participation
- Agents bénéficiaires
- Montant de la participation et, le cas échéant, critères de modulation,
- Modalités de versement de la participation

MISE EN PLACE D'UNE PARTICIPATION ET CHOIX DES RISQUES CONCERNES

La collectivité décide de mettre en place une participation au financement des garanties de protection sociale complémentaire **du personnel** à compter du 1^{er} janvier 2017 dans les domaines de la Santé (atteinte à l'intégrité physique et maternité) et de la Prévoyance (incapacité, invalidité, décès)

PROCEDURE DE SELECTION DES CONTRATS ET REGLEMENTS BENEFICIANT DE LA PARTICIPATION

La collectivité décide d'attribuer sa participation pour les risques sélectionnés aux contrats et règlements ayant fait l'objet de la délivrance d'un label et figurant sur la liste publiée par la DGCL sur son site Internet.

LES AGENTS BENEFICIAIRES DE LA PARTICIPATION

Bénéficient de la participation aux garanties de protection sociale complémentaire :

- Les fonctionnaires stagiaires et titulaires,
- Les agents non titulaires de droit public quel que soit le motif de leur recrutement,

Les agents peuvent bénéficier de cette participation quel que soit leur temps de travail au sein de la collectivité.

MONTANT DE LA PARTICIPATION

Pour le risque « Santé », une modulation de la participation mensuelle par agent est instaurée en fonction de la catégorie de chaque grade, soit :

Agents de catégorie C	15,00 €
Agents de catégorie A et B	10,00 €

Pour le risque « Prévoyance », le montant mensuel de la participation est fixé à **5 € nets** par agent.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA PARTICIPATION

La participation de la collectivité sera versée directement à l'agent par le biais de son bulletin de salaire,

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission Communale du Personnel,
Considérant l'avis favorable unanime des Commissions du Personnel Communal et des Finances du 12 octobre 2016,
Considérant l'avis favorable unanime du Comité Technique du 12 octobre 2016,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

DECIDE d'adopter les propositions formulées par M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission Communale du Personnel,

PRECISE que les crédits suffisants seront prévus chaque année au budget de la Commune (chapitre 012).

2°) CONVENTION AVEC LE CDG 83 POUR LE RISQUE « PREVOYANCE GARANTIE SALAIRE »

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 25, alinéa 6 et l'article 88-2,

Vu la loi de modernisation du 2 février 2007,

Vu le décret n° 2011-1474 relatif à la participation des collectivités territoriales et leurs établissements publics, au financement de la protection sociale complémentaire et leurs agents,

Vu les arrêtés du 8 novembre (J.O du 10 novembre 2011) relatifs à l'avis d'appel public à la concurrence et au financement de la protection sociale complémentaire,

Vu du Comité Technique en date du 12 octobre 2016 relatif à la convention de participation mutualisée et la participation financière.

Vu la délibération n° 2015-030 en date du 24 mars 2015. Donnant mandat au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Var pour lancer la procédure de mise en concurrence pour la mise en place d'une convention de participation en prévoyance conformément à l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

Vu la délibération n°2016/01 du 21 mars 2016 du CDG du Var relative au lancement de la procédure de mise en concurrence,

Vu la délibération n° 2016/36 du 27 juin 2016 retenant l'offre de la MNT/SOFAXIS et autorisant le Président à signer la convention.

Vu l'avis du CT en date du 12 octobre 2016 portant sur le montant de la participation et ses modalités d'octroi

Considérant les garanties et tarifs présentés par la MNT/SOFAXIS, il est proposé de conclure une convention de participation avec le CDG

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission Communale du Personnel,
Considérant l'avis favorable unanime des Commissions du Personnel Communal et des Finances du 12 octobre 2016,
Considérant l'avis favorable unanime du Comité Technique du 12 octobre 2016,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

DECIDE

ARTICLE 1 : de prendre acte du choix de l'opérateur d'assurance MNT/SOFAXIS, retenu par le Conseil d'administration du Centre de Gestion du Var, après avis du Comité technique et conformément à la mise en concurrence imposée par le décret du 8 novembre 2011.

ARTICLE 2 : de rejoindre la convention de participation liant le CDG 83 à l'organisme assureur MNT et comme gestionnaire SOFAXIS.

ARTICLE 3 : d'autoriser l'autorité territoriale à signer la convention de participation pour le risque prévoyance et tout acte en découlant.

ARTICLE 4 : Considérant l'objectif de concilier la bonne gestion des deniers publics et l'intérêt social, le montant de la participation est fixé à 5 euros mensuellement à chaque agent souhaitant adhérer au dispositif de protection sociale complémentaire en prévoyance proposé par le CDG 83

ARTICLE 5 : Le montant de la participation octroyée à l'agent peut représenter au maximum 100% de la cotisation exprimée en euro.

ARTICLE 6 : Prend l'engagement d'inscrire les crédits nécessaires aux budgets et exercices correspondants.

4. Administration générale

4.1. SPL « ID 83 » - Rapport d'activités 2015

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que, par délibération en date du 21 juillet 2011 la Commune a décidé d'adhérer à la SPL « ID83 ».

Chaque collectivité territoriale actionnaire de Sociétés Publiques Locales doit exercer un contrôle analogue à celui qu'elle exercerait sur ses propres services.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué à la SPL « ID 83 », qui indique qu'en application de cette obligation, le Conseil Municipal doit prendre acte du rapport d'activités de la Société Publique Locale « ID83 » pour l'exercice 2015 présenté par ses soins en qualité de représentant de la collectivité au sein de cette société.

Considérant les pièces fournies relatives à l'activité 2015 et les comptes clos pour cet exercice, produits par la SPL « ID83 »,

M. KINET : « Je voterai contre ce rapport 2015 car je considère que le personnel de la SPL « ID 83 » ne fait pas bien leur travail comme par exemple pour le chemin de la Maison de Retraite. Quand j'ai demandé au chef de chantier pourquoi il n'y avait pas la matérialisation sur les trottoirs pour les mal-voyants, il m'a répondu que s'il fallait qu'il applique toutes les normes, le chantier n'avancerait pas. »

M. SAULNIER : « Je connais l'histoire M. KINET et je ne vous donne pas raison ! »

M. LANGE : « Avez-vous prévu de reconduire la mission SPL « ID 83 » à compter de 2017 ? »

M. SAULNIER : « Effectivement des contacts ont déjà été pris en ce sens. »

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins un contre : M. KINET

APPROUVE le rapport d'activités de la SPL « ID83 » concernant l'exercice 2015 dont un exemplaire est joint à la présente.

4-2 - Démission de M. Renaud GAULET des commissions d'urbanisme, des affaires scolaires-Enfance-Jeunesse, des subventions aux associations et du Personnel Communal (se maintient dans la commission des Finances)

Monsieur le Maire indique au Conseil Municipal que M. GAULET Renaud l'a informé, dans un premier temps, de sa décision de démissionner des commissions communales dont il était membre, soit des affaires scolaires-Enfance-Jeunesse, des subventions aux associations et du Personnel Communal mais qu'il se maintenait dans la commission des Finances.

Dans un second temps, M. GAULET a indiqué à M. le Maire ce jour, par courriel, de sa décision de démissionner du Conseil Municipal avec effet immédiat.

Le suivant de la liste de M. GAULET a donc été contacté pour siéger à la présente réunion. Un dossier complet lui a été transmis (convocation avec ordre du jour, note de synthèse et documents d'informations) dans la matinée par courriel. Il s'agit de Mme Céline LEBERQUIER domiciliée au lotissement « Les Machottes ». Celle-ci a fait savoir à M. le Maire qu'elle ne pouvait pas siéger ce soir.

M. le Maire procédera donc à son installation officielle au sein du Conseil Municipal lors de la prochaine réunion. Il rappelle que la fonction de Conseillère Municipale lui est d'ores et déjà attribuée.

5 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante avoir pris, depuis le 14 septembre 2016, date de la dernière réunion du Conseil Municipal, les décisions suivantes dans le cadre de ses délégations :

N° 30 15/09/2016	Travaux habillage columbarium - Pianetti	6 500,00 €	7 800,00 €
N° 31 15/09/2016	Remplacement de climatiseur du bureau du Maire - SARL CALECO	2 100,00 €	2 520,00 €
N° 32 15/09/2016	Avenant contrat d'entretien des climatiseurs - SARL CALECO	2 893,07 €	3 471,68 €
N° 33 16/09/2016	Renouvellement concession trentenaire 3ème cimetière - Mme Claudine MENDES		+ 860,00 € dont + 286,67 € pour le CCAS
N° 34 20/09/2016	Décision d'estimer en justice SAFE/Commune Le Val		
N° 35 14/10/2016	Décision d'estimer en justice AUTHOSSERRE/Commune Le Val		
N° 36 18/10/2016	Acceptation d'avance de frais de formation pour une Adjointe d'Animation (subvention de la CAF (50 % minimum))		695,00 €
N° 37 18/10/2016	Décision d'estimer en justice DOUESNARD/Commune Le Val		
N° 38 18/10/2016	Mission ponctuelle pour le nettoyage de l'école élémentaire durant les vacances de Toussaint - VAR NETT	1.150 €	1.380 €
N° 39 18/10/2016	Attribution de divers devis Investissement acquisition de matériel (CHORUS, MERCURA, CIRCET, LDLC, AXESS, M BRICOLAGE, ATRAD MEFREN, COMAT & VALCO, ASLER, BROSSETTE, CLIMAT)		

Monsieur le Maire indique d'autre part que 7 déclarations d'intention d'aliéner sont parvenues en Mairie depuis le 14 septembre 2016 sans que la Commune ne fasse jouer son droit de préemption.

Mme BREBAN demande en quoi consistent les affaires portées devant la Justice.

M. SAULNIER répond qu'il s'agit de dossiers d'urbanisme et qu'il en donnera les détails les jours prochains aux Conseillers, n'ayant pas les dossiers en mains ce soir.

M. COEURDEUIL indique que lorsqu'un Maire prend la décision d'ester en justice il mandate un avocat. Si la Commune arrive à négocier avec le plaignant de façon fructueuse, la mission de l'avocat est bien entendu annulée après le retrait de l'action en justice par le plaignant.

M. KINET demande si les solutions trouvées aux conflits concernent des projets situés dans l'enveloppe urbaine ou seulement des questions de largeur de chemin insuffisante ?

M. SAULNIER : « Les négociations ne portent que sur des projets situés dans l'enveloppe urbaine définie dans le cadre de l'élaboration du PLU ou pour des chemins d'accès. »

Mme PASQUET demande le coût de l'intervention de la Société VAR NETT pendant les vacances scolaires de Toussaint, Monsieur le Maire ne l'ayant pas indiqué lors de la présentation de son compte-rendu.

M. SAULNIER indique que le coût de cette prestation s'élève à 1.150 € HT.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

PREND ACTE des décisions prises par Monsieur le Maire, depuis le 14 septembre 2016, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.

6 - Question écrite de M. GAULET Renaud intitulée « Une commune sans migrant »

Question annulée vu la démission de M. GAULET du Conseil Municipal.

7 - Questions orales

M. FOURNEL : « Monsieur le Maire, j'aurais 3 questions à vous poser :

1°) Pétition relative à la Place Gambetta : quelles réponses sont apportées par M. le Maire ?

M. SAULNIER : « La pétition déposée en Mairie dans l'après-midi par M. FOURNEL doit être revue car des signatures sont comptabilisées plusieurs fois, des personnes ont signé pour chaque membre de leur famille, etc..... De plus, l'investigateur de cette pétition a été reçu à deux reprises par moi-même et M. DEBAQUE en Mairie et s'est déclaré tout à fait satisfait. »

M. PAZ demande si Monsieur le Maire peut expliquer la situation.

M. SAULNIER : « Il est vrai, M. PAZ, que vous avez été absent quelques mois de la Commune et qu'en conséquence vous n'êtes peut être pas informé des réclamations faites par certains sur le fait que la Place Gambetta soit interdite à la circulation et au stationnement de véhicules.

M. FURNEL : « Plusieurs commerçants sont également concernés. Combien de personnes ont signé la pétition ? 300, 150 ? Le fait de rendre la place piétonne n'a pas été décidé ni discuté en Conseil Municipal. Que va-t-il se passer en cas de coupure d'électricité ? De plus, on constate que les véhicules, à tour de rôle, stationnent toute la journée devant les plots. »

M. SAULNIER : « Pourtant la zone bleue instaurée sur la place de la Libération (Mairie) fonctionne très bien. Il ya toujours des places et les usagers sont satisfaits. »

2°) Finances :

M. FURNEL : « Quelles dispositions ont été prises suite à l'observation du Trésorier Principal à propos de la situation financière de la Commune et les restrictions à envisager ? Une étude prévisionnelle 2016/2017 a été promise pour le mois de juin et nous n'avons rien reçu. La Commune a emprunté 1.500.000 € pour l'acquisition du terrain CHABAS payé 1.260.000 €. Une subvention du Département a été attribuée pour 150.000 €. Où va aller la différence soit près de 400.000 € ? »

M. SAULNIER : « L'affectation de ce solde sera soumis aux commissions concernées. »

3°) Terrain « La Jouberte » :

M. FURNEL : « Le Conseil Municipal avait accordé à M. BAEZA (LE VAL DE PROVENCE) le droit de déposer toute demande d'autorisation d'urbanisme sur le terrain de « La Jouberte » et ce avant fin septembre 2016. Le délai est maintenant dépassé. La proposition de rachat est-elle donc caduque ? La Commune revient donc propriétaire. Quelles suites vont être données à ce dossier ? »

M. SAULNIER : « Nous sommes devant un cas très compliqué : d'un côté la Cour Administrative d'Appel de Marseille nous condamne en décembre 2014 à revendre au prix d'achat le terrain à la Société « LE VAL DE PROVENCE » et d'un autre côté, le Tribunal de Grande Instance de Draguignan condamne en avril 2016 les anciens propriétaires à racheter le terrain à la Commune. Ceux-ci n'ont pas les moyens de racheter le terrain et le propose à M. BAEZA. Une réunion de prise de contacts s'est déroulée mi octobre en présence de l'aménageur, des anciens propriétaires, de leurs conseils et de notre Avocat. Il a été alors décidé d'organiser une réunion technique pour un travail sur plans début novembre. Une OAP sera inscrite au PLU pour protéger la Commune d'un projet ne correspondant pas à sa vision de l'aménagement de ce secteur. »

M. COEURDEUIL : « Le jugement BAEZA/COMMUNE DU VAL, relève du Tribunal Administratif et du Conseil d'Etat alors que là c'est le Tribunal de Grande Instance, ce sont donc deux juridictions différentes, d'où le blocage de la situation. »

M. SAULNIER : « Effectivement, nous sommes dans une situation bien particulière et délicate et je tiens à remercier l'équipe municipale qui nous a laissé ce cadeau empoisonné. »

Mme PASQUET : « Des places de parkings pour personnes à mobilité réduite sont à prévoir. Quand pensez-vous pouvoir les matérialiser car c'est urgent maintenant ? »

M. SAULNIER : « Mais ils sont bien entendu prévus. Le chantier n'est pas terminé ! Ils seront tracés au sol le moment venu. Pour l'instant la Commission travaille sur leur localisation. »

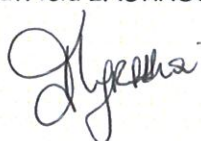
M. COEURDEUIL : « Je vous confirme que nous y travaillons. »

LA SEANCE EST LEVEE A 21h00.

CE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE DES SON APPROBATION LORS DE LA PROCHaine SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.

La Secrétaire de séance,

Patricia INGRASSIA



LE MAIRE,

Bernard SAULNIER

